



## la convention du PS La greffe autogestionnaire

*Dans les salons cossus, surchauffés et peu pratiques, d'un hôtel de luxe parisien, la Convention nationale du PS sur l'autogestion a, le week-end dernier, peu parlé d'autogestion. Elle n'a vraiment passionné ni les participants ni les journalistes présents. Et pourtant, elle marque peut-être une étape importante pour le parti socialiste et pour la gauche toute entière.*

Le texte sur lequel portait la discussion — théoriquement — les discussions de la Convention, comme les débats de sections et de fédérations qui les avaient précédées, était constitué de « quinze thèses sur l'autogestion » adoptées à l'unanimité par le bureau exécutif du parti (CERES compris).

Disons-le tout de suite, sans avoir ici la place d'y insister : ce document traduit une réelle avancée de la réflexion du parti socialiste.

Cependant, de nombreux points restent obscurs — notamment sur les conditions et les formes de la transformation de l'Etat — et, lorsque le texte précise l'ambition autogestionnaire, il l'appauvrit parfois à l'extrême. Ainsi lorsque, prévoyant ce que pourrait être l'organisation des entreprises socialisées, il avance trois options concevables: « **un conseil d'administration mettant en œuvre la gestion tripartite prévue par le programme commun** », « **un conseil de gestion entièrement élu par les travailleurs de l'entreprise** » dont « **le statut juridique pourrait être comparable à celui des coopératives ouvrières de production** » et « **la coexistence d'un conseil de gestion élu par les travailleurs et d'un conseil de surveillance où siègeraient les représentants de l'Etat, des assemblées nationales, régionales ou locales, et de certaines catégories d'usagers** ». Fort heureusement, reconnaissons-le, le texte affirme par ailleurs faire confiance à « **la capacité d'initiatives propres**

des masses ..

### la querelle du « double pouvoir »

Quant au manque essentiel de ces thèses, il concerne les moyens de la transition. Les camarades du CERES l'ont bien senti, qui proposaient au débat une « 16<sup>ème</sup> thèse » sur ce point.



François Mitterrand : toujours le ton « présidentiel »....

Leur texte, quoique plus mécaniste parfois que dialectique, et quoique trop confiant dans les vertus propres d'un gouvernement de gauche, affirmait cependant une démarche fondée sur le « double pouvoir », dont on ne peut que se réjouir qu'elle soit enfin débattue au sein du PS. Le texte du CERES affirme en effet : « **le gouvernement de la gauche devra s'appuyer sur une mobilisation forte et consciente de ceux qui l'auront**

porté au pouvoir (...). Dans la période de transition, les capacités d'initiative autonome des masses connaissent un large développement. Hors du cadre des institutions actuelles, et à côté des partis et des syndicats, des organisations autonomes des masses nées de la lutte (conseils d'ateliers, d'usines, de quartiers...) verront le jour. (...) C'est le développement nécessaire et inévitable de la capacité d'initiatives des masses qui donne tout son sens au contrôle ouvrier et populaire (...). Cette dynamique du contrôle permettra l'émergence de nouvelles formes de pouvoir et de nouveaux rapports sociaux par la prise en main et la gestion progressive par les travailleurs des moyens de production et d'échange et par une remise en cause des formes antérieures de la division sociale du travail ».

Le texte additionnel du CERES n'a pas été pris en compte par la Convention (alors qu'il avait été adopté par plus de 30 % des mandats dans le parti) : il a été déclaré « hors sujet » par François Mitterrand — alors que le même problème est abordé dans les quinze thèses et notamment dans la 10<sup>ème</sup>, qui n'en finit pas d'ailleurs de tourner autour du pot.

Ce fut là un des aspects baroques de cette Convention : sur les problèmes théoriques et politiques les plus sérieux — comme celui de la transition au socialisme —, F. Mitterrand et ses amis, manquant à l'évidence

d'une armature suffisante pour répondre à leur gauche, préférèrent fuir le terrain, et renvoyer le débat à un prochain congrès.

Dans **Le Monde** du 24 juin, Maurice Duverger se bat, lui, contre le CERES et le « deuxième pouvoir ». Il explique tranquillement que « **le développement des organisations unitaires de masse nées de la lutte** » aurait « **une action dissolvante** », il affirme qu'« **une société industrielle aussi développée que la nôtre supporterait encore moins que la société chilienne des procédés révolutionnaires de ce genre** », et que « **tout cela n'a pas de rapport direct avec le socialisme dans la France des années 70 et 80, lequel ne pourra s'établir qu'au terme d'une évolution progressive, menée dans un cadre démocratique et pluraliste.** »

Maurice Duverger ose lutter à visage, social-démocrate, ouvert. François Mitterrand et ses amis ne l'ont pas osé. Ni pour s'en prendre au CERES. Ni, ce qui est plus nouveau, pour contester la « **stratégie autogestionnaire** » de Rocard, Chapuis et des représentants de la CFDT. C'est ce bon vieux Poperen — dont la culture théorique et historique redevient dans ces cas-là bien utile — qui a dû monter en ligne contre le rocardisme (comme au bon vieux temps...), mollement secondé par le brave Mermaz et des Conventionnels de seconde zone.

## les reclassements de demain ?

Car c'est bien là l'aspect nouveau, et peut-être porteur d'avenir, de cette Convention du PS : pour la première fois, un véritable débat politique a traversé les cadres de ce parti. Non plus la majorité et le courant de gauche, mais la majorité elle-même, dont une partie s'est retrouvée d'accord sur le fond avec le CERES. Bien sûr, ce débat, instauré à l'occasion de l'autogestion, est passé complètement par dessus la tête des militants du parti socialiste (plus d'un tiers se sont abstenus dans leur section, et une grande partie des autres se sont contentés de voter comme leur leader de courant le leur demandait) : mais, opposant les leaders, il peut être annonciateur

des reclassements de demain.

Tout simplement, la fraction ex-PSU des Assises avait décidé de jouer, sérieusement, la carte de l'autogestion. Non plus comme au temps des Assises, celle du seul « **projet de société autogestionnaire** », plus ou moins teinté d'idéalisme, mais celle d'un projet comportant des **implications stratégiques** : c'est désormais de **stratégie autogestionnaire** qu'on parlait. Dans la commission de préparation des « quinze thèses », les rocardiens se trouvèrent ainsi largement alliés avec Gilles Martinet — et aussi avec le CERES — et les thèses 11 à 15 portent aussi bel et bien sur les **implications stratégiques du projet autogestionnaire**, et sont centrées sur les luttes pour le contrôle, dans l'entreprise et hors de l'entreprise, et sur une définition du « **front de classe** » bien proche de celle de l'unité populaire...

Que faisaient donc Conventionnels et Poperenistes ? Dormaient-ils ? N'ont-ils pas mesuré tout de suite de quoi il s'agissait ? Peut-être.

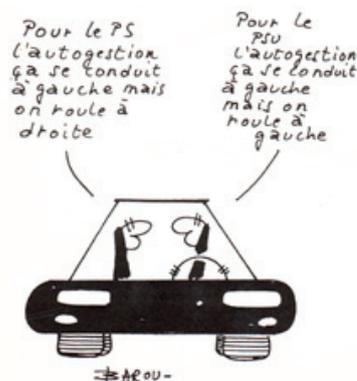
Toujours est-il qu'au moment de la réunion de la Convention ils avaient compris. Ils rumaient en entendant Rocard affirmer que, sur la base de la ligne désormais adoptée par le PS, le débat idéologique avec le PC (abandonné depuis Epinay) pourrait utilement reprendre. Ils maugréaient d'entendre Christian Pierre (CERES) s'écrier : « **l'autogestion, c'est au moins autant une stratégie pour aujourd'hui qu'un projet de société pour demain.** » Ils s'emportaient d'entendre Chapuis surenchérir : « **certain ont tenté de définir l'autogestion sur l'horizon : cette ligne imaginaire qui s'éloigne au fur et à mesure que l'on s'avance. Soyons effectivement marxistes, et posons le problème de la pratique. Il ne peut y avoir de projet autogestionnaire que s'il s'appuie sur une stratégie autogestionnaire.** »

Les adversaires résolus de toute stratégie autogestionnaire — Conventionnels et Poperenistes en tête — pensaient contrer cette offensive avec deux mots d'ordre : « **programme commun** » et « **stratégie unitaire** ».

Sur le premier point, il leur fallait vite déchanter : le rituel de la citation du programme commun, à chaque paragraphe de discours, est maintenant bien appris par tous. Chacun y lit ce qu'il veut, mais chacun cite consciencieusement le programme commun.

## s'affirmer différent

Quant à l'opposon de la stratégie unitaire à la stratégie autogestionnaire, elle a également fait long feu. Parce que, bien sûr, les « autogestionnaires » n'ont cessé d'affirmer, à juste titre, qu'autogestion et unité étaient les deux faces d'une même stratégie. Mais surtout parce que la polémique PC-PS a renforcé leurs arguments de manière attendue. « **Réfléchissez, disaient-ils à leurs camarades, peut-on dire que la stratégie du PC soit l'union de la gauche ? Non ! Ils ont une stratégie qui est la démocratie avancée, et, parmi ses impli-**



**cations, il y a l'union. Eh bien, nous aussi, nous devons pratiquer l'union, mais au nom de notre stratégie, de notre vision du socialisme : c'est-à-dire de l'autogestion.** »

Le raisonnement a eu de la force au sein du PS. On s'est rallié (souvent du bout des lèvres) à l'idée de l'autogestion comme à un moyen de s'affirmer **différent** du PC, tout en n'étant plus étiqueté comme « social-démocrate ». En témoignage, parmi d'autres, cette déclaration de Mitterrand à la tribune de la Convention : « **qu'est-ce qu'un parti qui n'a pas sa doctrine, qu'une vague référence saint-simonienne avec un zeste de Mounier, soumis aux diktats des docteurs du marxisme d'à côté ? (...). C'est à partir des thèses que nous pouvons prétendre à une doctrine originale.** »

Au fond tout s'est passé comme si chacun avait senti, confusément, qu'il ne s'agissait pas de mettre en cause l'union de la gauche mais bel et bien le **contrôle stratégique** de l'union par le parti communiste

Oui, incontestablement, Gilles Martinet et Michel Rocard, dans le vide théorique et politique du PS, ont réussi leur coup, c'est-à-dire leur greffe : le PS fait désormais mine de se référer au projet autogestionnaire, comportant des implications stratégiques, mettant l'accent sur les luttes de contrôle. Sur ces bases, un débat idéologique redevient possible, pour l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier, et le PSU ne manquera pas, de son côté, de consacrer une bonne part de ses forces à la mise en œuvre effective de ce débat, au niveau théorique comme à celui des pratiques militantes.

Mais on sait ce que valent les textes, au PS (comme naguère à la SFIO), par rapport à la véritable situation du parti : base de classe, pratique militante, personnel politique, méthodes de direction.

A cet égard, la Convention de ce week-end permet surtout de poser de nouvelles questions. La plus importante est celle qui lie militantisme et doctrine. Il est certes louable de se donner une ligne autogestionnaire. Mais qu'est ce que cela signifie au juste quand plus de la moitié des militants du parti se sont estimés

dépassés par ce débat, jugé abstrait ? Que signifie la volonté d'imposer un débat idéologique si les militants ne sont pas, effectivement, impliqués dans les luttes de contrôle ? De quelle autogestion s'agit-il donc là ?

Rome ne s'est sans doute pas faite en un jour, mais depuis le temps qu'on nous parle de la transformation militante du PS, force est de constater, à travers ses conventions nationales, combien l'institution social-démocrate pèse sur la nature du recrutement et, plus encore, sur les comportements.

Et puis, que veut dire exactement cette amorce de dissociation interne à la majorité du PS, si ceux qui se prétendent à sa gauche s'appuient essentiellement sur les gros bataillons du Nord et des Bouches-du-Rhône, et sur leurs mentors Mauroy et Defferre ? Les Conventionnels rigolards qui, au fond de la salle, ironisaient sur l'autogestion au Provençal avaient-ils tout à fait tort ?

Il reste bien sûr, plus terre à terre, les préoccupations de la succession d'un Mitterrand plus autocrate que jamais — et pour la première fois dépassé par les débats de son propre parti

— . A cet égard aussi, les jalons posés ces jours-ci pourront se révéler utiles. Qu'il s'agisse du premier rapprochement des « deux gauches » du parti. Ou qu'il s'agisse du projet de revue conçu par Martinet - Rocard - JP Cot - Taddei et pour le moment maintenu malgré le veto du premier secrétaire.

Il reste, surtout, que nous pourrions prendre le PS au mot, et lui



« Psu-isation » des textes, peut-être. Mais du Parti ?

rappeler, à l'occasion, que l'autogestion comporte des implications stratégiques. Qu'il compte sur nous !

**Gilbert HERCET**